

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

BILAN D'ACTIVITÉ 2017

1) PREAMBULE

L'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par l'article 5-1 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, prévoit la création dans les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services publics Locaux. Cet article a été modifié par la loi n° 2006-1772 du 30 novembre 2006, article 58, en vigueur au 1^{er} janvier 2008, indiquant que « le Président de la Commission Consultative des Services publics Locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. »

Par délibération n° 2009 010, du 24 septembre 2009, le Syndicat a mis en place une Commission Consultative des Services Publics Locaux, dénommée CCSPL, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Par délibérations n°2014 021 du 10 juillet 2014, 2015 29 du 9 novembre 2015 et 2016 19 du 13 juillet 2016, les membres de la Commission Consultative des Services publics Locaux, ont été désignés :

Présidente de la CCSPL en remplacement de Mme Catherine Baratti-Elbaz, Présidente de droit : Mme Christine BRUNEAU, 1^{ère} Vice-présidente ou Mme Sophie DESCHIENS.

TITULAIRES

- 1 – Yann WEHRLING
- 2 – Christophe NAJDOVSKI
- 3 – Thierry-Michel ISOARD
- 4 – Jean-Luc MILLARD
- 5 – Patrice PATTÉE

SUPPLEANTS

- 1 – Samuel BESNARD
- 2 – Christophe BERNIER
- 3 – Geneviève GAILLABAUD
- 4 – Bruno CLEREMBEAU
- 5 – Bruno HELIN

5 membres représentants d'associations locales :

- Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT)
- Union Fédérale des Consommateurs – Que choisir Ile de France
- Union des Transports Publics et Ferroviaires (UTP)
- Association pour le développement de la mobilité électrique (AVERE)
- Confédération du Logement et du Cadre de Vie

2) FONCTIONNEMENT ET ROLE DE LA COMMISSION

Cette commission doit être consultée sur tout projet de création de service public, en délégation de service public ou en régie, à condition que celle-ci soit dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qu'il s'agisse de services publics industriels et commerciaux ou de services publics administratifs.

Les compétences de la Commission sont de deux ordres :

⇒ La Commission examine annuellement, sur rapport de sa présidente :

- le rapport établi par le délégataire (article L. 1411-3 du CGCT) ;

- le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- le rapport établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat (article L. 1414-14 du CGCT).

⇒ La Commission est consultée pour avis sur :

- tout projet de délégation de service public (article L. 1411-4 du CGCT) ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
- tout projet de partenariat (article L. 1414-2 du CGCT).

A la majorité de ses membres, la commission, peut délibérer sur toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

3) TRAVAIL DE LA COMMISSION

En 2017, la Commission Consultative des Services publics Locaux s'est réunie deux fois :

- 1) Le 22 février 2017 : lors de cette séance, la Commission a émis un avis favorable à l'unanimité sur le projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière pour le service public Velib'. Des demandes de précisions techniques ont formulées par les membres de la commission auxquelles des réponses ont été apportées.
- 2) Le 21 juin 2017 : lors de cette séance, la Commission :

⇒ a approuvé son Bilan d'activité 2016 ;

⇒ a examiné le rapport annuel 2016 du délégataire sur proposition d'un rapport de la Présidente et une présentation détaillée du rapport a été réalisée par un représentant du délégataire, M. Serge Amabile.

La Commission a formulé essentiellement des remarques et des observations techniques et des pistes d'amélioration ont été évoquées.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement